

La rentabilité des grandes banques internationales en 2003 et au premier semestre 2004

Cette étude est réalisée à partir de l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires dans chacun des neuf pays ou groupes de pays suivants : Allemagne, Benelux, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse. Le critère de sélection retenu est le niveau des fonds propres de base, au sens de l'accord de Bâle de 1988. Les données comptables sont regroupées en agrégats homogènes, puis exploitées sous la forme de soldes intermédiaires de gestion et de ratios de rentabilité. La méthodologie est présentée en annexe 1, tandis qu'un tableau de synthèse des résultats figure en annexe 2.

En 2003, les grands groupes bancaires ont bénéficié de la reprise de l'économie mondiale, après un premier trimestre fortement marqué par les incertitudes géopolitiques. Les États-Unis, la Chine et le Japon ont constitué les moteurs du redémarrage de la croissance. Dans ce contexte, les pays européens ont connu des évolutions contrastées, certains affichant même une croissance négative de leur produit intérieur brut. Pour leur part, stimulés par le retour de la confiance, les marchés boursiers se sont inscrits à la hausse à partir du deuxième trimestre. En conséquence, même si des différences significatives sont constatées, les groupes bancaires sous revue ont enregistré au cours de l'exercice une amélioration sensible de leurs résultats, grâce en particulier à la réduction de la charge du risque de crédit et à la diminution des dépréciations d'actifs.

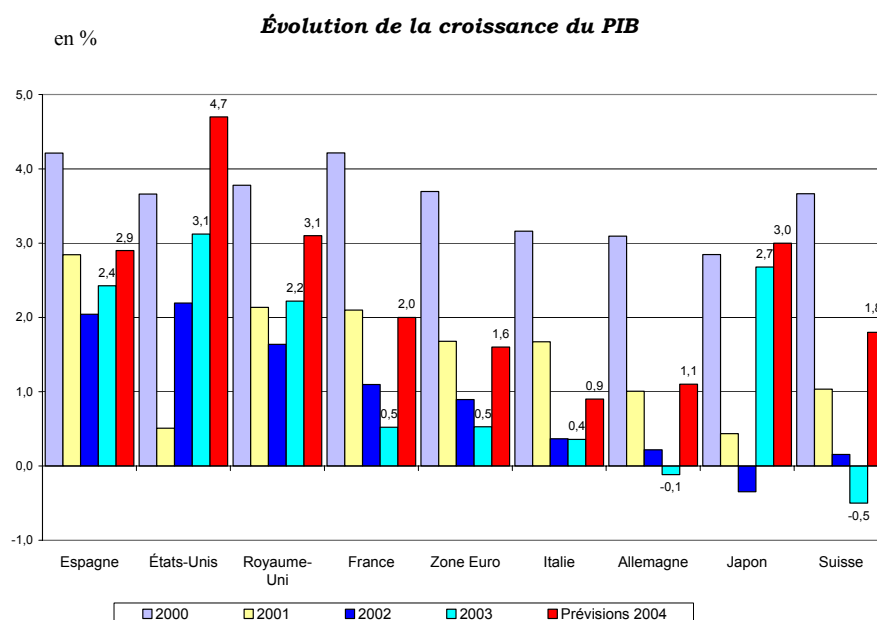
Concernant l'exercice 2004, il est apparu, en milieu d'année, que la reprise économique s'est affermie en Europe et que les grandes banques européennes ont affiché des résultats en nette amélioration par rapport au premier semestre 2003, grâce en particulier à la poursuite de la réduction des provisionnements et à la reprise confirmée de l'activité sur les marchés financiers. Ceux-ci restaient toutefois encore sensibles aux tensions géopolitiques et s'inscrivaient dans l'attente des échéances électorales de fin d'année aux États-Unis.

1. Le contexte macro-économique s'est amélioré et les structures bancaires ont connu une reprise des opérations d'envergure

1.1. La croissance économique mondiale a redémarré

1.1.1. La forte croissance chinoise et la reprise aux États-Unis ont bénéficié de façon diverse aux autres économies

En 2003, la chute rapide du régime irakien et la fin de l'épidémie de SRAS ont permis la relance des échanges internationaux et le redressement de la croissance. Celle de la Chine, déjà soutenue, a créé un effet d'entraînement en Asie, particulièrement au Japon. À partir de la mi-2003, la reprise forte enregistrée aux États-Unis a également bénéficié aux autres pays, notamment ceux d'Amérique latine. Dans ce contexte, les pays européens ont connu des évolutions contrastées, certains enregistrant un rebond de croissance, d'autres une récession. D'une manière générale, les déficits publics des grands pays industrialisés se sont accrus.



Source : OCDE

Aux **États-Unis**, le rythme de croissance, passé de 0,5 % en 2001 à 2,2 % en 2002, a encore nettement progressé, à 3,1 % en 2003. La demande des ménages a augmenté de façon soutenue, stimulée par les réductions d'impôts, tandis que le bas niveau des taux d'intérêt a permis un nombre élevé d'opérations d'investissement résidentiel et de refinancements basés sur la valeur du bien immobilier (*mortgage equity withdrawal*). L'investissement des entreprises s'est accru, ainsi que les exportations. Toutefois le déficit budgétaire s'est aggravé ainsi que celui de la balance des paiements, tandis que l'emploi n'a pas encore pleinement bénéficié du rebond de la croissance.

Après deux années de faible progression de son activité, le **Japon** a connu une reprise significative en 2003 (2,7 %, contre - 0,3 % en 2002). L'amélioration des échanges, entretenue par l'attention portée par la banque centrale à contenir la hausse du yen, a entraîné le redressement de l'investissement. Le nombre des faillites d'entreprises a reculé. Pour sa part, le taux d'épargne des ménages, qui avait beaucoup baissé ces dernières années, est légèrement remonté.

En Europe, la **zone euro** a enregistré une nouvelle baisse de sa croissance, déjà faible en 2002 (0,5 %, après 0,9 %), l'appréciation de la monnaie unique venant en particulier freiner les exportations. Toutefois, les pays membres ont connu des évolutions contrastées. En **Espagne**, l'activité s'est accélérée (2,4 %, après 2,0 % en 2002), soutenue essentiellement par la vigueur de la demande des ménages, tant du côté de la consommation que de la demande de logement, dans un contexte de réduction du taux de chômage et de hausse de l'endettement. En **France**, l'activité économique ne s'est accrue que de 0,5 %, après 1,1 % en 2002. La progression de la consommation des ménages a été modérée, la baisse du revenu disponible étant compensée par une baisse du taux d'épargne. L'investissement est apparu globalement stable, après un recul en 2002, notamment grâce à une diminution moins marquée de l'investissement des entreprises. Si les importations ont ralenti, les exportations se sont contractées, entraînant une nouvelle contribution négative des échanges extérieurs. En **Italie**, comme en 2002, le produit intérieur brut n'a progressé que de 0,4 %. La consommation privée et la consommation publique se sont accrues, mais la demande de logements a enregistré un rythme de croissance plus faible. De leur côté, les entreprises ont moins investi, particulièrement les sociétés exportatrices. Même si une reprise a été constatée en fin d'année, l'**Allemagne** a enregistré un léger recul de son produit intérieur brut (- 0,1 %), après une très faible augmentation en 2002. La consommation des ménages a stagné, celle de l'administration publique a connu une progression moins marquée qu'en 2002. Le recul de l'investissement a été globalement moins important que durant les deux années antérieures, particulièrement du côté des entreprises, mais la contribution du commerce extérieur à la croissance est devenue négative (- 0,4 %, après 1,7 % en 2001 et 2002).

Pour sa part, le **Royaume-Uni** a connu une accélération de sa croissance économique (2,2 %, après 1,6 % en 2002). Cette évolution s'explique par un contexte toujours favorable à la demande des ménages : baisse du taux de chômage, augmentation du revenu disponible, nouvelle progression des prix de l'immobilier permettant d'extraire des capacités d'emprunts supplémentaires (*mortgage equity withdrawal*). L'investissement global s'est accru, les entreprises ayant en particulier quasiment arrêté le mouvement de désinvestissement enregistré en 2002. Par ailleurs, le commerce

extérieur a affiché une amélioration tout en présentant une contribution légèrement négative.

La **Suisse** a enregistré la même évolution globale que l'Allemagne avec, pour l'ensemble de l'année, une croissance négative de - 0,5 %. La consommation privée a très légèrement progressé, tandis que le recul de l'investissement a été très faible. Le commerce extérieur n'a enregistré qu'une dégradation limitée grâce en particulier à une évolution favorable du franc suisse.

Variation annuelle (en %)	Produit intérieur brut en volume	Formation brute de capital fixe	Consommation privée en volume
Allemagne	- 0,1	- 2,9	- 0,1
Espagne.....	2,4	3,0	3,0
États-Unis	3,1	3,9	3,1
France.....	0,5	0,1	1,7
Italie	0,4	- 2,1	1,2
Japon	2,7	3,3	1,1
Royaume-Uni.....	2,2	2,9	2,5
Suisse.....	- 0,5	- 0,5	0,8

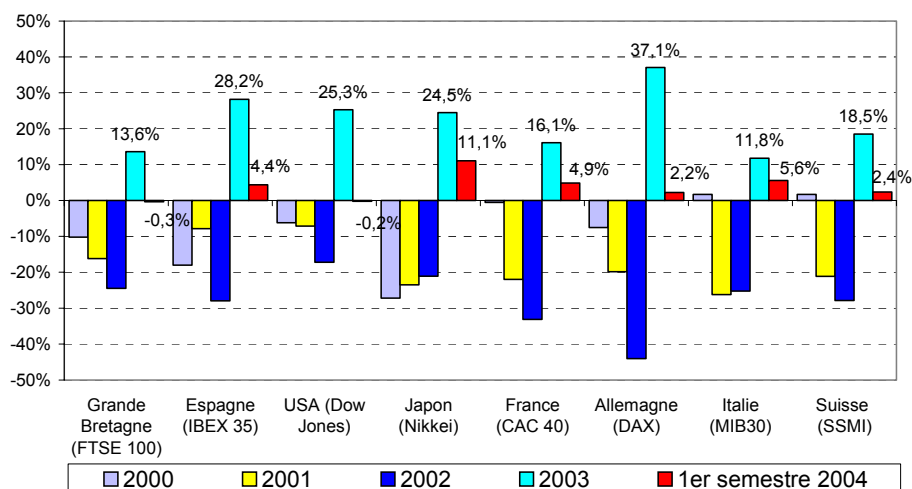
Source : OCDE

1.1.2. *L'environnement financier a été marqué par la reprise des marchés boursiers et par le maintien des taux d'intérêt à de faibles niveaux*

Après une année 2002 et un début d'année 2003 marqués par de fortes turbulences, les marchés financiers ont retrouvé un certain calme, lié au retour de la confiance des investisseurs. Sur les marchés d'actions, un point bas a été atteint à la mi-mars. La chute des cours s'est accompagnée d'une grande volatilité, les secteurs du pétrole, de l'assurance et de la banque subissant les principales attaques. La reprise s'est amorcée à partir du printemps avec l'apaisement des tensions géopolitiques, l'amélioration des résultats des entreprises, puis la confirmation de la reprise économique. Les volatilités implicites ont graduellement baissé. En fin d'année, les marchés boursiers aux États-Unis et au Japon avaient compensé les baisses enregistrées en 2002, les marchés européens n'y parvenant

que partiellement. Enfin, les volumes d'opérations de fusion-acquisition ou d'introduction en bourse ont eux aussi progressivement enregistré une reprise au second semestre.

**Variation des indices boursiers
2000 - 1^{er} semestre 2004**



Source : Reuters

S'agissant des taux d'intérêt, les banques centrales occidentales ont continué de maintenir leurs taux directeurs à des niveaux historiquement peu élevés. Après la baisse d'un demi-point de novembre 2002, **la Réserve fédérale des États-Unis** a annoncé en juin 2003 une nouvelle réduction d'un quart de point, portant son taux de référence à 1 %. Pour sa part, **la Banque d'Angleterre** a assoupli sa politique monétaire à deux reprises au premier semestre 2003, pour atteindre 3,5 %. Toutefois, en liaison avec le rebond de la croissance, un resserrement est intervenu en novembre, portant le taux directeur à 3,75 %. En moyenne annuelle, les taux de court terme sont passés de 1,8 % à 1,2 % aux États-Unis et de 4,0 % à 3,7 % au Royaume-Uni.

Dans la zone euro, **la Banque centrale européenne** a également poursuivi le processus d'assouplissement de sa politique monétaire. Après avoir subi une diminution de 100 points de base sur l'année 2001 et de 50 points en décembre 2002, les taux d'intérêt directeurs ont connu deux nouvelles baisses en mars et juin 2003 (respectivement 25 et 50 points de base), portant le taux de

soumission minimal des opérations principales de refinancement à 2,0 %. Le taux des emprunts d'État à trois mois dans la zone euro est ainsi revenu de 2,87 % à la fin de 2002 à 2,12 % en fin d'année 2003.

Sur les échéances de long terme, l'aversion au risque qui prédominait en début d'année 2003 a accentué les placements vers des produits sûrs, conduisant les rendements obligataires à leurs plus bas niveaux historiques. En juin 2003, le taux de rendement à 2 ans français est passé sous les 2 % et celui à 10 ans est tombé à 3,5 %. Aux États-Unis, sur les mêmes maturités, les taux tombaient à respectivement 1,10 % et 3,15 %. Puis l'orientation des marchés obligataires s'est inversée sous l'effet de la reprise économique et de l'aggravation des déficits budgétaires, provoquant la remontée des rendements des emprunts d'État sur les échéances supérieures à 5 ans. Le taux à 10 ans français s'est tendu de 70 points de base pour clôturer autour de 4,3 %. En moyenne annuelle, dans la zone euro, les taux ont affiché une diminution nette, de 4,9 % à 4,1 %, la réduction des écarts de rendement entre les titres d'État des différents pays se poursuivant. En revanche, l'écart de rendement avec les États-Unis a enregistré une forte volatilité, les taux revenant finalement quasiment à parité en fin d'année. Enfin, les écarts de rendement entre titres privés et titres d'État, élevés au début de 2003, ont ensuite connu une diminution rapide liée à l'amélioration des comptes des entreprises.

en %	Court terme		Long terme	
	2002	2003	2002	2003
Allemagne.....	3,3	2,3	4,8	4,1
Espagne.....	3,3	2,3	5,0	4,1
États-Unis.....	1,8	1,2	4,6	4,0
France.....	3,3	2,3	4,9	4,1
Italie.....	3,3	2,3	5,0	4,3
Japon.....	0,1	0,0	1,3	1,1
Royaume-Uni.....	4,0	3,7	4,9	4,5
Suisse.....	1,1	0,3	3,2	2,7

Source : OCDE (les taux retenus correspondent à la moyenne annuelle des taux de référence pour le court terme et le long terme dans chacun des pays concernés). Exemples : taux des bons du Trésor à 3 mois pour les taux à court terme américains et japonais, taux des obligations d'État à 10 ans pour les taux à long terme américains et japonais.

Dans un contexte de volatilité globalement modérée, le **marché des changes** a enregistré la poursuite entamée en 2002 du recul du dollar des États-Unis face aux principales devises. En effet, en liaison avec l'aggravation des déséquilibres extérieurs du pays, le taux de change effectif nominal s'est de nouveau déprécié de 12 %, après 7 % sur l'année 2002. Le taux de change effectif nominal du **yen** s'est, quant à lui, apprécié de quelque 2 %, avec le retour de la croissance et sous le contrôle de la Banque du Japon. En conséquence, l'**euro** a vu son taux de change effectif nominal s'accroître de 7 %, rythme comparable à celui de 2002. Son taux de change bilatéral vis-à-vis du dollar s'est apprécié de 20 %, atteignant son plus haut niveau à 1,2647 dollar pour un euro le 31 décembre 2003.

Pour sa part, la **livre sterling** s'est dépréciée d'environ 7 % par rapport à l'euro sur l'ensemble de l'année, le second semestre enregistrant un rebond lié à la croissance économique soutenue et à l'intervention de la Banque d'Angleterre en novembre, tandis que le **franc suisse** s'est apprécié de plus de 10 % contre le dollar et de quelque 2 % contre l'euro.

1.2. Le mouvement de concentration est relancé dans certains pays et les opérations transfrontalières d'envergure sont de nouveau envisagées

1.2.1. La concentration du système bancaire s'est renforcée, mais dans peu de pays

Les opérations de concentration significatives à l'intérieur d'un même pays ont repris.

En **France**, le groupe Crédit agricole a pris, à la mi-2003, le contrôle intégral du Crédit lyonnais à l'issue d'une offre publique. Le nouvel ensemble, renforcé par l'acquisition de Finaref, a lancé de vastes opérations de réorganisation, la plus notable étant le rapprochement des activités de banque de financement et d'investissement au sein de l'entité Calyon. Toutefois, dans la banque de détail, le réseau du Crédit lyonnais garde son autonomie. Avec le réseau des caisses régionales du Crédit agricole, l'ensemble du pôle devrait représenter environ 30 % de part de marché en France.

Après l'acquisition en 2003 de la filiale française de Sanpaolo-IMI tournée vers les PME, la réalisation du projet « Refondation » à la mi-2004 a permis au Groupe Caisse d'épargne de se diversifier et d'accroître sa position dans le paysage bancaire par la prise de contrôle et l'absorption d'Eulia, compagnie financière, et de CDC Ixis, auparavant détenues en commun avec la Caisse des dépôts et consignations.

Mais les opérations les plus spectaculaires sont intervenues aux **États-Unis**, où les opérations de méga-fusions, en sommeil depuis 1998, ont repris depuis la fin de 2003. Ainsi, Bank of America a acquis Fleet Boston et JP Morgan Chase s'est rapproché de Bank One, permettant la constitution de nouveaux groupes largement implantés sur le territoire national en banque de détail et venant concurrencer Citigroup avec environ 1 000 milliards de dollars d'actifs chacun. D'autres rapprochements sont intervenus depuis début 2004 aux États-Unis, d'ampleur moindre, mais toutefois significative, comme l'acquisition par Wachovia d'Alabama South Trust.

Toutefois, le plus grand groupe bancaire mondial pourrait naître du rapprochement annoncé au **Japon** à l'été 2004 entre Mitsubishi Tokyo Financial Group et UFJ, respectivement deuxième et quatrième groupes nationaux en termes d'actifs et ce, en dépit des actions juridiques lancées par leur concurrent Sumitomo. Les deux banques, aux activités et implantations complémentaires, devraient réaliser plus de 30 % des prêts aux particuliers et aux PME du Japon.

1.2.2. Les opérations internationales se sont poursuivies, tout en restant généralement ciblées

En 2003, les grands groupes bancaires ont réalisé de nouvelles acquisitions à l'étranger, l'amélioration du contexte économique et de leur situation financière permettant la reprise d'opérations de plus vaste ampleur.

Si les grandes banques des **États-Unis** ne se sont pas encore tournées vers des acquisitions à l'international, la fragmentation encore importante du système bancaire du pays a incité des groupes étrangers à poursuivre leur implantation. Ainsi, des banques britanniques ont conclu d'importants rapprochements depuis deux ans. Après l'acquisition de Household (crédit à la consommation et

habitat) par HSBC à la fin de 2002, c'est Royal Bank of Scotland qui a renforcé sa position depuis cette période en prenant le contrôle de plusieurs établissements régionaux et, surtout, au printemps 2004, de Charter One via sa filiale Citizens, qui devrait ainsi devenir l'une des dix premières banques du pays. Pour sa part, BNP-Paribas, déjà bien implantée dans l'ouest du pays via sa filiale UCB Bancwest, a consolidé sa position par l'acquisition de deux établissements début 2004, Community First étant le plus important.

En **Europe**, l'opération transfrontalière la plus significative de l'année 2003 a été la prise de contrôle de la banque Zaragozano par Barclays, qui positionne favorablement le groupe britannique sur le marché de la banque de détail en Espagne, peu ouvert aux acteurs étrangers. À la mi-2004, au Royaume-Uni, l'annonce de l'offre publique de SCH sur Abbey National a relancé les réflexions sur l'opportunité de nouveaux rapprochements transfrontaliers à grande échelle, les systèmes bancaires européens présentant encore de fortes disparités juridiques, fiscales et culturelles, particulièrement en banque de détail.

De manière plus ciblée, afin d'assurer leur croissance, certains groupes ont acquis les activités de groupes étrangers sur leur marché. Ainsi, si en France le Groupe Caisse d'épargne a racheté la filiale française de Sanpaolo-IMI, en Italie, UniCredito a repris les activités d'ING (à l'exception de la Banque Directe) et celles d'Abbey National, spécialisées dans le crédit hypothécaire.

À l'inverse, dans le cadre de sa stratégie de développement de la gestion de fortune en Europe, le groupe suisse UBS a procédé en 2003 et 2004 à l'absorption des activités de concurrents dans différents pays : acquisition des filiales de Lloyds Bank en France, de Merrill Lynch en Allemagne et surtout de l'un des principaux gestionnaires de patrimoine britanniques, filiale du Crédit lyonnais.

De nombreuses cessions de participations non stratégiques ont également eu lieu, particulièrement de la part des grandes banques allemandes contraintes d'accroître leurs capitaux propres.

La plupart des grands établissements bancaires européens ont poursuivi entre eux leurs accords de partenariats, certains groupes conservant des participations stratégiques, notamment dans le cadre de pactes d'actionnaires, à l'instar de BBVA, ABN AMRO et SCH au capital des banques italiennes BNL, Capitalia et Sanpaolo-IMI.

Sur **les marchés émergents**, les groupes bancaires les plus internationalisés ont continué de réaliser des opérations de croissance externes.

En **Europe de l'Est**, aucune acquisition d'envergure n'est intervenue. Pour ce qui concerne la **Russie**, dont le système bancaire fait l'objet d'une surveillance accrue des autorités publiques, les grands groupes bancaires étrangers commencent à se positionner sur un marché à fort potentiel.

De la même façon, la **Turquie**, dont le système bancaire fait l'objet d'une importante réforme, a suscité les investissements de grandes banques étrangères, comme BNP-Paribas à la mi-2004. Ce groupe, ainsi que la Société générale et le Crédit agricole ont réalisé en 2003 et 2004 de nouvelles acquisitions dans les pays du **Maghreb**.

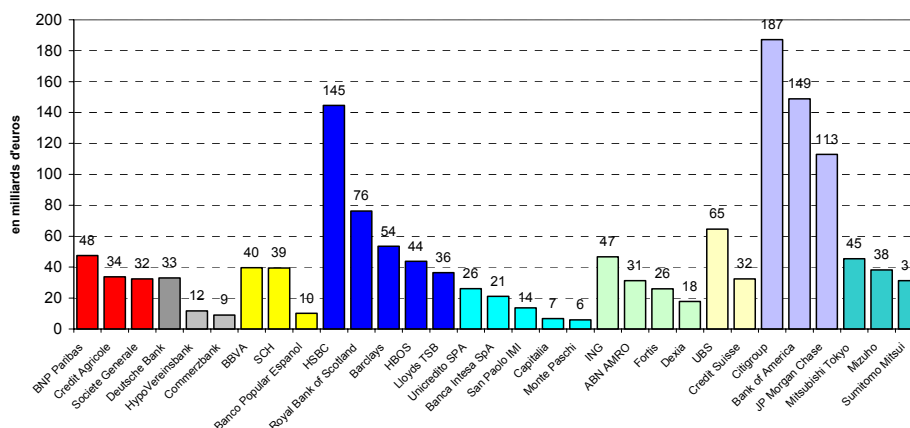
Pour sa part, **l'Asie** a suscité de nouveaux investissements, en liaison avec les processus de libéralisation à l'égard des capitaux étrangers, notamment en Chine, en Inde et en Corée du Sud. Dans ce contexte, le groupe sino-britannique HSBC est apparu particulièrement dynamique en 2003, avec la mise en place en Chine de *joint-ventures* avec ses partenaires locaux, la Banque de Shanghai et l'assureur Ping An dont il détient environ 10 % du capital. De même en Inde, HSBC a conclu, à la mi-2004, un accord pour détenir une participation légèrement inférieure à 15 % du capital d'UTI Bank, deuxième réseau de banque de détail du secteur privé. Le groupe néerlandais ING a également réalisé des acquisitions pour se renforcer dans le secteur de l'assurance en Corée du sud et en Chine ainsi que dans un établissement bancaire en Inde. Enfin, BNP-Paribas, déjà présente en Corée du sud, a conclu un partenariat à Taïwan et, en Chine, a pris le contrôle total de sa filiale tout en créant une nouvelle entité avec un groupe de courtage sur valeurs mobilières.

Du côté de **l'Amérique latine**, la crise rencontrée par la région ces dernières années, puis la reprise en 2003 ont conduit les grands groupes à des stratégies diverses. Si certains, particulièrement Banca Intesa, ont choisi le désengagement, d'autres ont opté pour un renforcement sélectif. Ainsi, après avoir cédé sa filiale brésilienne début 2003, BBVA a lancé une offre publique d'achat pour obtenir le contrôle intégral de sa filiale Bancomer au Mexique. Par ailleurs, au Brésil, le groupe néerlandais ABN AMRO est devenu le quatrième

groupe bancaire en rachetant Banco Sudameris Brasil à Banca Italia à l'automne 2003, tandis que HSBC a repris les activités de Lloyds dans le pays.

Enfin, s'agissant de la **capitalisation boursière**, certaines des têtes de groupes retenues dans cette étude ne sont pas cotées (c'est le cas des établissements à statut public et de la plupart de ceux dotés d'un statut coopératif ou mutualiste). Parmi celles qui sont valorisées sur les marchés boursiers, il apparaît que les **banques anglo-saxonnes** occupent toujours une position largement dominante.

Capitalisation boursière au 11 octobre 2004



Source : Reuters

2. Dans ce contexte, la rentabilité des grandes banques internationales s'est améliorée

2.1. Le produit net bancaire a affiché un léger repli

Le produit net bancaire représente la marge brute dégagée par les banques sur l'ensemble de leurs activités bancaires (activité classique d'intermédiation, mais également activités de marché, offre de services facturés, prestations d'ingénierie financière et de conseil...) et fournit un bon indicateur de l'évolution des opérations constituant le cœur de l'activité des établissements de crédit.

En 2003, le **produit net bancaire** de l'ensemble des banques de l'échantillon a atteint 630,8 milliards d'euros, en diminution de 1,5 %, soit un recul moins marqué qu'en 2002 (- 5,6 %). Cette évolution s'explique par le fait que la reprise de la croissance économique n'a touché que la moitié des pays de l'échantillon, limitant la progression globale de l'activité d'intermédiation, tandis que le retour de la confiance sur les marchés boursiers a permis l'augmentation des volumes d'activité dans les métiers de la banque d'investissement et de la gestion d'actifs. Les variations de change expliquent aussi une grande partie de cette évolution globale. La performance des banques américaines est ainsi nettement sous-estimée, compte tenu du recul important du dollar par rapport à l'euro sur cette période.

Le **produit net d'intermédiation** s'est inscrit en recul de 4,1 %, à 311,7 milliards d'euros. Les **commissions nettes** ont atteint 145,3 milliards d'euros, après 143,3 milliards en 2002 (+ 1,4 %), et les revenus tirés des **activités de négociation** sur les marchés se sont accrus de 28 %, à 71 milliards d'euros.

Mais des différences significatives peuvent apparaître entre les pays et entre les groupes, compte tenu de l'environnement économique national, des orientations des activités et de l'incidence des effets de change.

**Produit net bancaire cumulé
des cinq principaux groupes bancaires**

	2002 ¹	2003 ¹	Taux de variation ²
Allemagne	50,6	48,7	- 3,7 %
Benelux	65,8	67,8	3,0 %
Espagne	34,7	33,6	- 3,3 %
États-Unis.....	186,9	169,9	9,1 %
France	49,1	56,3	14,7 %
Italie.....	34,8	34,8	-
Japon	75,3	70,1	2,2 %
Royaume-Uni	97,8	106,6	20,1 %
Suisse	45,7	43,1	- 2,1 %
Total.....	640,6	630,8	- 1,5 %

¹ Sur la base des données exprimées en monnaies nationales converties au cours moyen de l'année, exprimées en milliards d'euros.

² Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Après avoir été les seules à afficher une croissance globale du produit net bancaire en 2002, les **banques britanniques** ont enregistré la hausse la plus forte (20,1 %), à 106,6 milliards d'euros. Outre des effets de périmètre dans deux groupes, cette évolution s'explique par la demande toujours soutenue de crédits immobiliers et de crédit à la consommation et par la reprise de l'activité dans les autres métiers. Le produit net d'intermédiation s'est accru de 18,7 %, les autres résultats progressant de 21,9 %, avec une hausse de 9 % des commissions et de 39 % des opérations de négociation.

En **France**, le produit net bancaire a atteint 56,3 milliards d'euros, en augmentation de 14,7 %. Comme au Royaume-Uni, des effets de périmètre ont joué (concentration accrue), tandis que les revenus de la banque de détail se sont de nouveau améliorés, tirés par la demande de crédits à l'habitat. L'internationalisation des services financiers spécialisés a permis d'établir de nouveaux relais de croissance. Le produit net d'intermédiation s'est inscrit en hausse de 24,0 %. Les autres revenus ont augmenté de 8,3 %, les commissions nettes progressant de 13 % et les résultats des activités de négociation n'enregistrant qu'une faible augmentation (1,4 %).

Les grands groupes bancaires des **États-Unis** ont affiché un produit net bancaire en hausse de 9,1 %, à 169,9 milliards d'euros, en liaison avec la reprise des marchés boursiers et la demande de crédits toujours forte des ménages (immobilier, cartes de crédit). Le produit net d'intermédiation a augmenté de 4,4 %, les autres revenus ont progressé de 14,5 %, comprenant en particulier une reprise de près de 27 % des revenus de négociation, après une baisse encore plus importante en 2002.

Au **Benelux**, le produit net bancaire global s'est accru de 3 %, à 67,8 milliards d'euros, les revenus tirés des activités d'intermédiation affichant la progression la plus élevée (3,8 %). Du côté des autres revenus, les commissions nettes ont continué de diminuer (- 2,7 %), tandis que les recettes de négociation ont connu une reprise très nette (43,8 %), parvenant à plus que compenser la chute subie en 2002.

Le produit net bancaire global des **banques japonaises** a légèrement augmenté (+ 2,2 %), s'établissant à 70,1 milliards d'euros. En dépit de la reprise économique, les revenus nets d'intermédiation ont diminué de 3,8 %, compte tenu de marges toujours serrées liées au niveau très bas des taux d'intérêt et d'un phénomène de désintermédiation concernant les entreprises les plus performantes. En revanche, les autres revenus se sont accrus de 7,9 %, les commissions nettes et les revenus des opérations de marché progressant de respectivement 19,3 % et 58,3 %.

Pour leur part, les **banques italiennes** ont affiché un produit net bancaire stable à 34,8 milliards d'euros, la diminution du produit net d'intermédiation (- 9,1 %) étant compensée par la hausse de 15,3 % des autres revenus, qui ont retrouvé le niveau de 2001 grâce à la progression des commissions (+ 2,8 %) et au quasi-triplement des produits de négociation.

Du côté des pays ayant enregistré une baisse du produit net bancaire global, les **banques espagnoles** ont affiché un recul de 3,3 %, à 33,6 milliards d'euros. En effet, même si la demande de crédit des ménages est restée forte et si la situation en Amérique latine s'est améliorée, les groupes bancaires ont subi une pression accrue sur les marges et les activités à l'étranger ont pâti de la valeur de l'euro. Les revenus d'intérêt ont diminué de 9,2 %, partiellement compensé par l'accroissement des autres revenus (7,7 %), les

commissions nettes s'inscrivant en baisse (- 3,4 %) et les revenus de négociation en forte hausse (51,7 %).

Les **banques allemandes et les banques suisses**, qui avaient enregistré les baisses les plus importantes du produit net bancaire en 2002 (respectivement - 17,1 % et - 12,2 %), ont connu une amélioration, avec des baisses limitées (respectivement - 3,7 % et - 2,1 %), pour atteindre 48,7 milliards d'euros et 43,1 milliards. Dans le cas de l'**Allemagne**, l'évolution résulte d'une diminution du produit net d'intermédiation (- 10,8 %), en liaison avec une conjoncture nationale dégradée, partiellement compensée par une hausse globale des autres revenus (2,1 %), les commissions nettes reculant (- 9,6 %) et les revenus de négociation augmentant fortement (36 %). En revanche, en **Suisse**, les revenus nets d'intérêt se sont accrus de 6,6 %, tandis que les autres produits bancaires se sont inscrits en baisse de 6,4 %, les commissions nettes et les revenus de négociation poursuivant leur recul.

**Évolution des composantes du produit net bancaire
Progression par rapport à 2002**

	Produit net d'intermédiation	Autres produits nets
Allemagne.....	- 10,8 %	2,1 %
Benelux.....	3,8 %	2,1 %
Espagne.....	-9,2 %	7,7 %
États-Unis	4,4 %	14,5 %
France.....	24,0 %	8,3 %
Italie	- 9,1 %	15,3 %
Japon.....	- 3,8 %	7,9 %
Royaume-Uni.....	18,7 %	21,9 %
Suisse.....	6,6 %	- 6,4 %

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

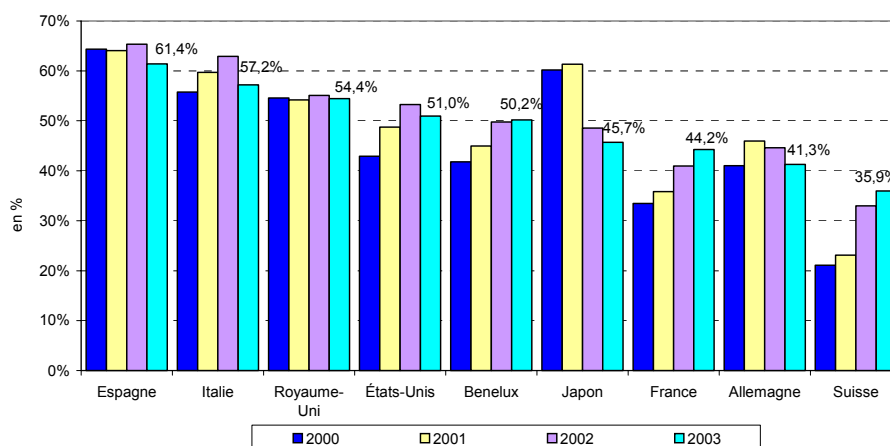
2.1.1. La part du produit net d'intermédiation s'est réduite

D'une manière générale, compte tenu des évolutions des différentes catégories de revenus, **la part des produits nets d'intérêt** a reculé pour représenter 49,4 % du produit net bancaire, après trois années de progression, et pour revenir au niveau de 2001. Cinq pays ont tiré plus de 50 % de leur produit net bancaire de l'activité d'intermédiation (**Espagne, Italie, Royaume-Uni, États-Unis et Benelux**). Si les groupes bancaires au Royaume-Uni et au Benelux ont affiché de légères variations (inférieures à 1 point), dans les autres pays, des baisses plus importantes ont été relevées (- 5,7 points en Italie, - 3,9 points en Espagne et - 2,2 points aux États-Unis).

Ailleurs, la part du produit net d'intermédiation s'est établie de 45,7 % au Japon à 35,9 % en Suisse, ces deux pays connaissant des évolutions opposées, puisque les grandes **banques japonaises** affichent une baisse régulière depuis dix ans, accentuée depuis deux ans. En revanche, les grandes **banques suisses** affichent un mouvement de hausse depuis 2002, retrouvant les niveaux du milieu des années 1990.

En **France** et en **Allemagne**, les parts respectives des revenus nets d'intérêt se sont élevées à 44,2 % et 41,3 %, une nouvelle fois en hausse pour les banques françaises (+ 3,3 points) et en baisse pour les banques allemandes (- 3,4 points).

Part des produits nets d'intérêt dans le produit net bancaire



Source : **Bankscope**

Enfin, **la part globale des commissions nettes** dans le produit net bancaire s'est très légèrement accrue (de 22,4 % à 23,0 %), alors que **les revenus tirés des activités de négociation** ont vu leur contribution s'accroître de 8,7 % à 11,3 %.

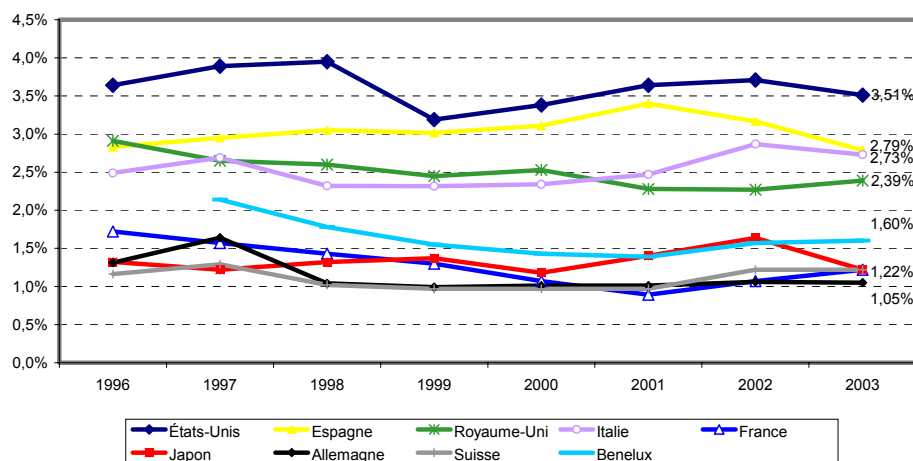
2.1.2. Les marges d'intermédiation présentent des évolutions disparates

Au sein d'un premier groupe de pays (**États-Unis** et **Espagne**), la marge d'intermédiation se situe à un niveau élevé (respectivement 3,51 % et 2,79 %), globalement en hausse depuis la fin des années 1990, mais en recul en 2003. En effet, si les grandes banques ont bénéficié de conditions économiques favorables sur leur marché intérieur, la demande de crédits restant soutenue, le contexte de taux d'intérêt peu élevés et la pression concurrentielle ont pénalisé le niveau des marges.

La situation des **grandes banques italiennes** et **britanniques** est intermédiaire, avec des niveaux de marge d'intérêt respectifs de 2,73 % et 2,39 %. En **Italie**, la marge d'intermédiation s'est légèrement dégradée de 0,14 point. En revanche, toujours dans un contexte de forte pression concurrentielle, elle s'est légèrement redressée de 0,12 point au **Royaume-Uni**.

Dans le dernier groupe de pays (**Benelux**, **France**, **Japon**, **Allemagne** et **Suisse**), les marges d'intérêt sont étroites. Compte tenu de la forte concurrence des autres catégories d'établissements et de la conjoncture défavorable, les grandes **banques allemandes** présentent toujours le chiffre le plus bas, sans évolution depuis 2002 (1,05 %). Dans trois autres pays, la marge d'intérêt s'est établie à 1,22 %. Si elle est restée stable en **Suisse**, elle s'est améliorée de 0,15 point en **France**, notamment en raison de la prise de contrôle d'établissements à marges plus importantes (crédit à la consommation). Pour leur part, les **banques japonaises** ont affiché une baisse de 0,42 point, dans un contexte de concurrence accrue. Enfin, au **Benelux**, une très légère augmentation a été constatée, à 1,60 %.

Marge d'intérêt



Source : *Bankscope*

2.2. Les charges générales d'exploitation ont enregistré un nouveau recul, entraînant une amélioration du résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation représente la marge dégagée par les banques après déduction des frais de fonctionnement courants, notamment des charges fixes à court terme (frais de personnel et frais de structure liés aux réseaux de guichets). Tenant compte des amortissements, il peut être affecté par des investissements importants en informatique (notamment pour les opérations de marché) et de manière plus significative encore par les opérations de croissance externe (amortissement des écarts d'acquisition).

La comparaison des taux d'évolution du résultat brut d'exploitation et du produit net bancaire permet de voir dans quelle mesure la croissance des frais de structure a été proportionnée à celle du produit net bancaire. À cet égard, une progression du résultat brut d'exploitation inférieure à celle du produit net bancaire peut parfois s'expliquer par un surcoût, à court terme, résultant d'opérations de restructuration, ces dernières visant à réduire, à plus long terme, les charges de fonctionnement.

**Résultat brut d'exploitation cumulé
des cinq principaux groupes bancaires**

	2002 ¹	2003 ¹	Taux de croissance ²
Allemagne.....	7,9	10,6	34,4 %
Benelux.....	18,5	21,3	15,0 %
Espagne.....	15,1	15,7	3,9 %
États-Unis	74,6	71,2	14,5 %
France.....	14,7	18,1	22,6 %
Italie	11,1	12,1	9,0 %
Japon.....	34,6	31,1	-1,4 %
Royaume-Uni.....	39,6	47,0	30,9 %
Suisse.....	6,3	10,1	65,6 %
Total	222,4	237,0	6,6 %

¹ Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, et exprimées en milliards d'euros

² Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

D'une façon générale, en 2003, les frais de fonctionnement ont enregistré un recul supérieur à celui du produit net bancaire (- 6,4 %, contre - 1,5 %). Même si les évolutions se sont avérées disparates selon les groupes, cette tendance générale s'explique essentiellement par la poursuite d'importants programmes d'adaptation des coûts, qui ont affecté des milliers d'emplois dans plusieurs pays. En conséquence, après un recul en 2002, le résultat brut d'exploitation pour l'ensemble des établissements s'est affiché en hausse de 6,6 %.

La baisse des frais de fonctionnement a concerné plus particulièrement les **banques suisses, allemandes et espagnoles**, avec des diminutions respectives de 13,0 %, 10,7 % et 8,8 %. En Espagne, compte tenu d'une diminution de 3,3 % du produit net bancaire, le résultat brut d'exploitation a enregistré une hausse de 3,9 %. De même, en dépit du recul des produits nets bancaires, les grands groupes suisses et allemands ont affiché une progression significative du résultat brut d'exploitation (respectivement 65,6 % et 34,4 %), après deux années consécutives de baisse.

Des réductions de coûts de fonctionnement ont été également obtenues, mais dans des proportions moindres, dans les grandes **banques italiennes** et celles du **Benelux** (respectivement - 4,3 % et - 1,7 %), certains groupes poursuivant leur plan de rationalisation des structures. Le résultat brut d'exploitation des **banques italiennes** s'est accru de 9 % grâce à la stabilité du produit net bancaire, tandis que celui des groupes du **Benelux** a augmenté de 15 %, des diminutions d'ordre équivalent ayant été enregistrées en 2002.

Enfin, les frais généraux des grandes banques au **Royaume-Uni**, en **France**, aux **États-Unis** et au **Japon** se sont accrus (respectivement 12,8 %, 11,3 %, 5,6 % et 5,2 %). Du fait de la bonne tenue du produit net bancaire dans les trois premiers pays, le résultat brut d'exploitation des **banques britanniques** s'est inscrit en hausse de 30,9 %, celui des **banques françaises** de 22,6 % et celui des grands groupes des **États-Unis** de 14,5 %. Les **banques japonaises** ont, quant à elles, affiché un recul modéré de 1,4 %, en nette amélioration par rapport à celui de 2002.

La comparaison des niveaux du coefficient net d'exploitation (charges générales d'exploitation/produit net bancaire) est, quant à elle, révélatrice des différences de structure entre systèmes bancaires.

**Coefficient net d'exploitation ¹
des cinq principaux groupes bancaires**

(en pourcentage)	2002	2003	Variation en points
Allemagne	84,4 %	78,3 %	- 6,1
Benelux	71,9 %	68,6 %	- 3,3
Espagne	56,6 %	53,3 %	- 3,3
États-Unis	60,1 %	58,1 %	- 2,0
France	69,9 %	67,9 %	- 2,0
Italie	68,1 %	65,2 %	- 2,9
Japon	54,0 %	55,7 %	1,7
Royaume-Uni	59,6 %	55,9 %	- 3,7
Suisse	86,2 %	76,6 %	- 9,6

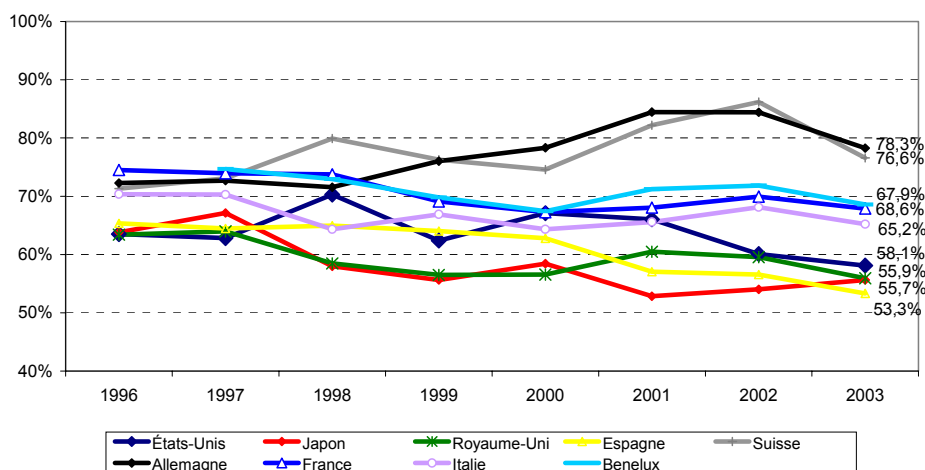
¹ Coefficient net d'exploitation = frais généraux/produit net bancaire.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

En 2003, ce coefficient a connu une évolution favorable dans tous les pays, à l'exception du Japon (1,7 point de hausse). Toutefois, des disparités importantes entre les groupes sont observables.

On peut distinguer trois groupes de pays : ceux dont les cinq principales banques ont un coefficient net d'exploitation élevé, mais en recul (**Suisse, Allemagne**), où le coefficient est passé sous le seuil des 80 %, ceux dont les grandes banques ont un coefficient compris entre 60 % et 70 % (**Italie, France** et **Benelux**), enfin ceux qui sont en deçà de 60 % (**Espagne, Royaume-Uni, Japon** et **États-Unis**).

Évolution du coefficient net d'exploitation



Source : *Bankscope*

2.3. Le coût du risque de crédit s'est sensiblement réduit, tandis que les opérations sur actifs immobilisés ont eu un impact positif

Le **résultat d'exploitation** prend essentiellement en compte la charge du risque de crédit. S'agissant d'un solde résiduel, ces variations peuvent être extrêmement diverses d'une période à l'autre ou d'un pays à l'autre. Elles résultent essentiellement des impacts respectifs de deux facteurs : l'évolution du produit net bancaire et celle des dotations nettes aux provisions.

Globalement, en 2003, le coût du risque de crédit a diminué de 17,3 % (après une hausse de 15,9 % en 2002), atteignant 81,8 milliards d'euros. Après les exercices 2001 et 2002 marqués par des crises multiples et de grande envergure (faillite de grands groupes aux États-Unis, défaillance de l'Argentine), l'amélioration de la conjoncture en Amérique a permis un recul significatif des provisionnements. En revanche, les risques se sont accrus en Europe (croissance économique dégradée, difficultés de grands groupes), conduisant les banques à renforcer leurs provisions générales. Naturellement, des évolutions disparates ont été observées selon les groupes bancaires, en fonction de leur exposition aux risques. Dans les pays marqués par la reprise économique, la progression de l'endettement des ménages a pu inciter les

établissements de crédit à la prudence. Il convient également de prendre en compte le développement, ces dernières années, des techniques de transfert de risques de crédit.

Les grandes **banques suisses** et **allemandes**, qui avaient le plus souffert de la hausse de la charge du risque de crédit, ont vu leur situation s'améliorer nettement. En **Suisse**, la baisse des provisionnements a atteint 74,1 % (après une augmentation de plus de 60 % en 2002). Le montant des dotations nettes aux provisions s'est élevé à 0,8 milliard d'euros, soit seulement 1,9 % du produit net bancaire. En **Allemagne**, les engagements des grandes banques aux États-Unis ont nettement reculé, mais le maintien d'une situation intérieure encore difficile n'a entraîné qu'un recul de 31,8 % de la charge du risque de crédit, après des hausses supérieures à 60 % en 2001 et 2002. Le coût du risque de crédit a atteint 7 milliards d'euros, soit 14,4 % du produit net bancaire et 66 % du résultat brut d'exploitation (contre respectivement 20 % et 130 % en 2002).

Pour les **banques américaines**, le coût du risque de crédit a baissé de 26,1 %, après trois années de provisionnement substantiel. La charge du risque a finalement atteint 14,3 milliards d'euros, soit 8,4 % du produit net bancaire. Toutefois, la charge sur les prêts aux ménages a augmenté de façon significative, l'endettement des particuliers par le biais des cartes de crédit s'étant notamment accru.

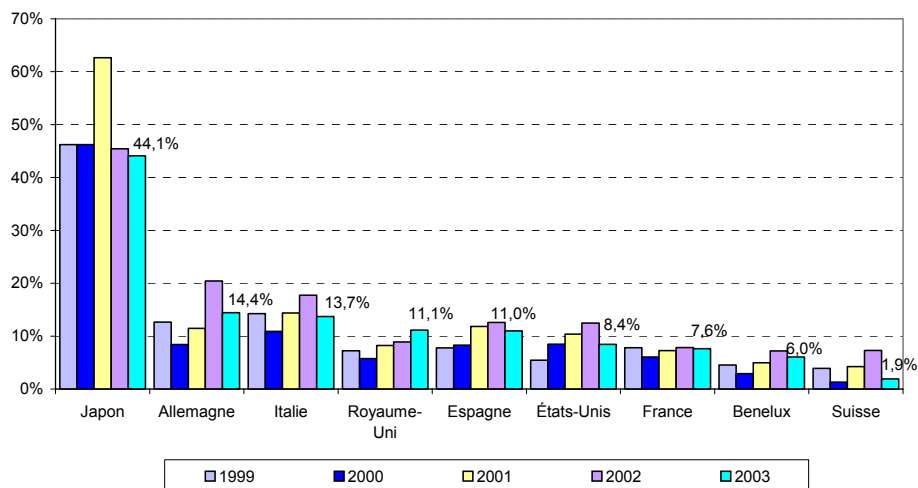
Les **banques espagnoles** avaient réalisé un effort de provisionnement élevé en 2001 et 2002 (environ 12 % du produit net bancaire). En 2003, la charge du risque de crédit a été réduite de 15,6 %, à 3,7 milliards d'euros. Les deux principaux groupes ont bénéficié de l'amélioration de la situation en Amérique latine, tandis que la croissance soutenue des crédits octroyés aux ménages a conduit les établissements à conserver un niveau de provisionnement encore élevé. Au total, celui-ci a atteint 11,0 % du produit net bancaire. De même, en **Italie**, le secteur bancaire a enregistré une baisse de 22,7 % de la charge du risque de crédit, favorisée notamment par la réduction des engagements en Amérique latine et en dépit des provisionnements réalisés par certains groupes en liaison avec les difficultés de grands groupes industriels. La charge du risque de crédit (4,8 milliards d'euros) représente 13,7 % du produit net bancaire, soit l'un des niveaux les plus importants des pays sous revue.

Au **Benelux**, les grands groupes, qui avaient été lourdement pénalisés par leurs engagements aux États-Unis, ont vu leurs dotations aux provisions diminuer de 13,2 %, après une hausse de 38 % en 2002. Le montant global (4,1 milliards d'euros) ne représente que 6 % du produit net bancaire.

Quant aux **banques japonaises**, les dotations nettes aux provisions n'ont baissé que de 0,8 %, en dépit de la reprise économique et de la réduction du nombre de faillites d'entreprises. En effet, si certains groupes ont vu leur charge diminuer de façon significative, deux d'entre eux, incités par les autorités publiques, ont encore dû constituer de très importants provisionnements. Au total, avec un montant de 30,9 milliards d'euros, le coût du risque de crédit se maintient au niveau très élevé de 44,1 % du produit net bancaire.

Par ailleurs, deux pays ont affiché une hausse des dotations aux provisions. Les principales **banques françaises** avaient connu un recul de leur coût du risque de crédit en 2002, après un accroissement significatif en 2001. En 2003, elles ont enregistré une augmentation de 11,6 %, à 4,3 milliards d'euros (soit 7,6 % du produit net bancaire), due en partie à un effet de base émanant d'un groupe. Les risques domestiques ne se sont que modérément accrus en dépit de la dégradation de la croissance économique. À l'international, les provisionnements sur des contreparties américaines ont décru, tandis qu'ils ont augmenté sur l'Europe, en liaison avec les difficultés de grands groupes industriels. Enfin, les **banques britanniques**, qui avaient déjà affiché une augmentation de 11 % des dotations nettes aux provisions en 2002, ont connu un accroissement exceptionnel de 50,4 %, à 11,8 milliards d'euros, représentant 11,1 % du produit net bancaire. Cette évolution s'explique notamment par un effet de périmètre (acquisition d'une filiale aux États-Unis par un groupe), mais aussi par la dégradation du risque domestique, liée au niveau de plus en plus élevé de l'endettement des ménages.

**Dotations nettes aux provisions
rapportées au produit net bancaire**



Source : Bankscope

En conséquence, **le résultat d'exploitation global s'est inscrit en hausse de 25,7 %**. Tous les pays sont concernés, à l'exception du **Japon**, où le très faible recul de la charge du risque de crédit et celui, un peu plus marqué, du résultat brut d'exploitation ont entraîné la diminution de moitié du résultat d'exploitation à 0,2 milliard d'euros.

Dans les autres pays, le résultat d'exploitation a connu des progressions disparates. Ainsi, les grandes **banques allemandes**, caractérisées par l'augmentation du résultat brut d'exploitation et la réduction de la charge du risque, sont passées d'une perte en 2002 à un résultat d'exploitation positif (3,5 milliards d'euros). En **Suisse**, les grandes banques ont plus que triplé leur résultat global, à 9,3 milliards d'euros, tandis que les autres systèmes bancaires ont affiché des augmentations comprises entre 11,8 % et 48,6 %, cette dernière progression concernant l'**Italie**.

Résultat d'exploitation

	2002 ¹	2003 ¹	Taux de croissance ²
Allemagne.....	- 2,4	3,5	ns
Benelux.....	13,8	17,2	24,6 %
Espagne.....	10,7	12,0	11,8 %
États-Unis	51,3	56,8	32,9 %
France.....	10,9	13,8	26,5 %
Italie	4,9	7,3	48,6 %
Japon.....	0,4	0,2	- 48,7 %
Royaume-Uni.....	30,9	35,1	25,4 %
Suisse	3,0	9,3	221,0 %
Total	123,5	155,2	25,7 %

¹ Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.

² Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Le résultat courant avant impôt prend principalement en compte les opérations sur les immobilisations financières (plus-values nettes de cession, dotations aux provisions). En 2003, ce solde a enregistré un accroissement global de 59 %.

Ces opérations ont eu un impact positif dans l'ensemble des pays, à l'exception de l'Espagne et de l'Allemagne. Le recul est limité pour les **banques espagnoles** (1,1 milliard d'euros) dont le résultat avant impôt s'est accru de 29,4 %, à 10,9 milliards d'euros. En revanche, certaines **banques allemandes** ayant dû enregistrer des dépréciations significatives sur leur portefeuille de participations (le montant global avoisine 7 milliards d'euros), le résultat courant avant impôt affiche une perte de 3,6 milliards d'euros, après un bénéfice de 1,6 milliard en 2002.

En revanche, au **Japon**, l'impact positif des opérations, au contraire de l'année précédente, a permis un bénéfice courant avant impôt de 2,1 milliards d'euros, après une perte de 29,9 milliards en 2002. Pour ce qui concerne les autres pays, les gains s'échelonnent de 0,4 milliard d'euros (Italie) à 2,1 milliards (États-Unis), entraînant un renforcement de la rentabilité.

2.4. *Au final, la rentabilité des grandes banques internationales s'est améliorée*

2.4.1. *Le résultat net final s'est sensiblement accru*

Le résultat net, bénéfice ou perte, est l'indicateur le plus agrégé de la rentabilité des banques ; il doit être toutefois interprété avec prudence dans la mesure où il est affecté à la fois par les éléments exceptionnels et par la fiscalité, dont le régime très variable d'un pays à l'autre rend difficiles les comparaisons internationales.

Solde résiduel, le résultat net est également un indicateur très sensible et ses variations parfois brutales tendent à amplifier l'amélioration ou la détérioration de la situation économique.

Résultat net global cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	2002 ¹	2003 ¹	Taux de croissance ²
Allemagne.....	- 1,3	- 4,9	ns
Benelux.....	10,7	13,3	24,3 %
Espagne.....	7,3	8,5	15,8 %
États-Unis	37,2	40,2	29,8 %
France.....	8,0	10,7	33,3 %
Italie	2,9	4,6	60,3 %
Japon	- 30,7	- 6,7	ns
Royaume-Uni	22,0	26,7	33,7 %
Suisse	1,0	8,8	ns
Total	57,0	101,2	77,4 %

¹ Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.

² Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Globalement, dans tous les pays étudiés, à l'exception de l'Allemagne, les grands groupes bancaires ont présenté des résultats nets en amélioration sensible.

C'est au **Japon** que la rentabilité finale a connu l'évolution la plus significative, la perte globale connaissant une réduction particulièrement importante, de - 30,7 milliards d'euros à - 6,7 milliards. L'échantillon apparaît toutefois disparate puisque, si trois groupes ont renoué avec des résultats positifs, deux autres restent encore lourdement déficitaires.

Aux **États-Unis**, après une progression du résultat net global supérieure à 20 % en 2002, la reprise économique a permis aux grands groupes bancaires d'enregistrer un nouvel accroissement proche de 30 %, à 40,2 milliards d'euros. Ce montant représente plus de 39 % de l'ensemble des pays sous revue.

En **Europe**, ce sont les **banques suisses** et **italiennes**, dont les résultats nets avaient connu les reculs les plus marqués en 2002 (respectivement - 88 % et - 47 %), qui ont connu l'accroissement le plus significatif. Le bénéfice net des premières est passé d'un milliard d'euros à 8,8 milliards, grâce en particulier au rétablissement d'un grand groupe, et les secondes ont affiché une augmentation globale de 60,3 %, à 4,6 milliards d'euros, en raison de l'amélioration de la rentabilité dans chacun des groupes en dépit d'un contexte économique atone, mais grâce à la diminution des charges (frais généraux, risque de crédit). En revanche, les grandes **banques espagnoles**, qui avaient affiché en 2002 le recul le plus limité du bénéfice net global (- 14,9 %), ont présenté l'augmentation la plus modérée (+ 15,8 %), à 8,5 milliards d'euros, l'amélioration de la conjoncture des marchés intérieur et latino-américain étant contrebalancée notamment par la pression sur les marges et les effets de change.

En 2002, seules les **banques britanniques** avaient présenté un bénéfice net global en hausse (+ 4 %). En 2003, leur rentabilité finale s'est accrue à un rythme plus significatif (+ 33 %), à 26,7 milliards d'euros, en liaison avec l'amélioration de la conjoncture et d'effets de périmètre. Du côté des **banques françaises**, le résultat final, qui avait subi un recul de 20 % en 2002, s'est inscrit en hausse de 33,3 %, à 10,7 milliards d'euros, le produit net bancaire ayant connu la progression la plus importante après celle au Royaume-Uni et en dépit de l'augmentation de la charge du risque de crédit. Pour ce qui concerne les banques du **Benelux**, le résultat final inclut celui des pôles d'activité d'assurance, qui avaient particulièrement pâti de la chute des marchés boursiers en 2002, contribuant à une baisse de

24 % de la rentabilité finale. En 2003, celle-ci s'est accrue du même pourcentage, à 13,3 milliards d'euros.

Enfin, les **banques allemandes** ont vu leur perte nette globale s'aggraver de 1,3 milliard d'euros à 4,9 milliards. Comme en 2002, chaque grand groupe a présenté un résultat négatif, à l'exception d'un. Toutefois, les résultats opérationnels se sont inscrits en hausse, la détérioration de la rentabilité finale étant due à d'importantes dépréciations constatées par deux groupes sur leur portefeuille de participations.

2.4.2. *La structure financière s'est globalement renforcée*

Après avoir diminué de plus de 3 % sur l'exercice 2002, les fonds propres de base — que recouvre assez bien la notion comptable de capitaux propres — de l'ensemble des groupes bancaires sous revue se sont inscrits en hausse de 5,5 %, pour atteindre 1 004,6 milliards d'euros. Cette progression d'ensemble comprend, comme chaque année, des effets de change et de périmètre. Elle résulte également des évolutions propres à chaque groupe bancaire.

À la fin de 2003, les grands groupes des **États-Unis** et ceux du **Royaume-Uni** détenaient respectivement 21,3 % et 16,7 % du montant global des capitaux propres, à 213,6 milliards d'euros et 168,2 milliards, leur progression annuelle s'élevant à 5,4 % et 17 % (en monnaie nationale).

Après deux années de forte diminution, les **banques japonaises** sous revue ont enregistré en 2003 la plus forte hausse (31,4 %), à 125,7 milliards d'euros, soit 12,5 % de l'ensemble. Cette évolution comporte, comme en 2002, l'injection massive de fonds publics dans un groupe en difficulté. Pour leur part, les **banques françaises** ont poursuivi le renforcement de leur structure financière engagée depuis le milieu des années 1990, avec une progression de 22 % de leurs capitaux propres, à 111,3 milliards d'euros, soit 11,1 % de l'ensemble.

Les grands groupes bancaires du **Benelux**, de la **Suisse** et de l'**Allemagne** ont enregistré des augmentations plus modérées (respectivement 8,9 %, 5,1 % et 2,5 %), permettant à chaque ensemble de détenir environ 9 % du montant global des capitaux propres. Enfin, la part des **banques espagnoles** représente un peu plus de 6 % du total, à 61,4 milliards d'euros. Elle s'établit à un

niveau légèrement supérieur à celui des banques italiennes (5,6 %) qui ont toutefois affiché une progression plus rapide (+ 4,8 %), à 56 milliards d'euros.

**Capitaux propres cumulés
des cinq principaux groupes bancaires**

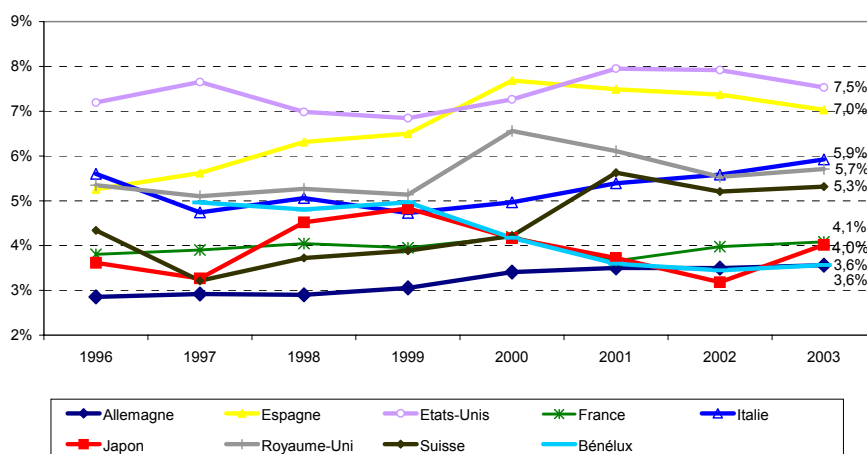
	2002 ¹	2003 ¹	Taux de croissance ²
Allemagne.....	85,1	87,2	2,5 %
Benelux.....	85,4	93,0	8,9 %
Espagne.....	59,6	61,4	3,0 %
États-Unis.....	241,3	213,6	5,4 %
France.....	91,3	111,3	22,0 %
Italie.....	53,5	56,0	4,8 %
Japon.....	95,0	125,7	31,4 %
Royaume-Uni.....	157,1	168,2	17,0 %
Suisse.....	83,7	88,0	5,1 %
Total.....	952,0	1 004,6	5,5 %

¹ Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours du 31 décembre en milliards d'euros.

² Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Le ratio capitaux propres/total d'actif ou taux de capitalisation s'est inscrit globalement en augmentation dans la majorité des pays, à l'exception des **États-Unis** (7,53 %, après 7,92 %) et de **l'Espagne** (7,03 %, après 7,37 %). Toutefois, les ratios de ces deux pays demeurent aux niveaux les plus élevés de l'échantillon. Les hausses les plus importantes concernent les **banques japonaises** (4,02 %, après 3,18 %) et les **banques italiennes** (5,92 %, après 5,58 %). Les groupes bancaires des autres pays présentent également des progressions, mais à des rythmes plus modérés (entre + 0,06 point pour l'Allemagne et + 0,18 point pour le Royaume-Uni). Le ratio le plus faible est affiché par les **banques allemandes** et celles du **Benelux** (légèrement inférieur à 3,6 %). Ceux des **banques britanniques, suisses** et **françaises** atteignent respectivement 5,71 %, 5,32 % et 4,08 %.

Capitaux propres sur le total de l'actifSource : *Bankscope***2.4.3. Les ratios de rentabilité affichent des différences notables**

Le ratio **bénéfice net global/capitaux propres** ou coefficient de rentabilité (ROE) est examiné avec attention par les investisseurs, puisqu'il rapporte le résultat dégagé par l'ensemble de l'activité à l'ensemble des capitaux propres mis à la disposition de l'établissement de crédit. Il répond toutefois à des besoins d'analyse à court terme car il privilégie les résultats récents (le résultat net) par rapport aux résultats cumulés (les capitaux propres). Il convient donc de relativiser la portée de ce ratio, qui peut quelquefois présenter un niveau bas, non pas en raison de faibles profits, mais à cause de capitaux propres importants.

Le ratio **bénéfice net global/total de l'actif** ou coefficient de rendement (ROA), qui est aussi traditionnellement utilisé dans l'analyse financière des banques, doit être également interprété avec prudence. En effet, le développement des activités de hors-bilan, qui génèrent une part croissante des résultats (cf. modification de la structure du produit net bancaire), rend ce ratio moins pertinent que par le passé. Par ailleurs, la forte disparité des règles d'évaluation des actifs (règles de réévaluation, évaluation du portefeuille de négociation) rend l'agrégat « total de l'actif » moins comparable entre pays que l'agrégat « fonds propres de base », qui fait l'objet d'une harmonisation internationale.

Un examen des deux catégories de ratio, notamment leur évolution depuis 1997, permet de constater une amélioration dans la quasi-totalité des pays en 2003, avec les tendances suivantes :

Les **banques britanniques** et **américaines** demeurent les établissements les plus rentables parmi les grands pays industrialisés, avec une hausse sensiblement équivalente des coefficients de rentabilité, le ROE s'accroissant ainsi de plus de trois points (à respectivement 17,6 % et 17,8 %), après une hausse plus modérée en 2002. En tendance longue, ce sont les banques britanniques qui affichent la meilleure moyenne (17,4 %, contre 15,9 %).

Les **banques du Benelux et les banques espagnoles**, qui avaient présenté des ratios en baisse en 2002, ont vu leur ROE s'améliorer (de respectivement 2,9 points et 2,1 points), les groupes du Benelux présentant la moyenne la plus élevée (15,1 %, contre 14,2 % pour les groupes espagnols).

Pour leur part, les **banques suisses** présentent depuis 1998 des variations annuelles de ratios de rentabilité très disparates. Ainsi, après avoir atteint 8,8 % en 2001 et 1,9 % en 2002, le ROE a atteint le niveau élevé de 16,5 % en 2003. Au total, la moyenne des ratios des grands groupes s'élève à 10,6 %.

Après avoir également enregistré un recul en 2002, les **banques françaises et italiennes** ont connu une amélioration de leur ROE, particulièrement du côté des groupes italiens (+ 3,3 points), pour atteindre respectivement 11,4 % et 9,1 %. Les moyennes s'inscrivent en retrait par rapport aux pays déjà cités (11,3 % et 8,7 %).

Enfin, les **banques allemandes et japonaises** ont encore affiché un ROE négatif (respectivement - 6,2 % et - 6,6 %). Toutefois, si le coefficient des groupes allemands a connu une aggravation, en période longue, il demeure à un niveau faible, mais positif (4,7 %), tandis que celui des groupes japonais, en amélioration sur l'année 2003, s'inscrit en moyenne à - 14 % pour les années sous revue.

En %	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne
Coefficient de rendement ¹								
États-Unis	1,2	1,4	1,3	1,1	1,0	1,2	1,4	1,2
Royaume-Uni	1,0	1,0	1,1	1,1	0,8	0,8	1,0	1,0
Espagne	0,8	0,9	1,0	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0
Benelux	0,7	0,6	0,7	1,0	0,6	0,5	0,6	0,7
Italie	0,0	0,4	0,7	0,7	0,5	0,3	0,5	0,4
France	0,4	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,5	0,4
Suisse	0,1	0,3	0,7	0,7	0,4	0,1	0,6	0,4
Allemagne	0,2	0,3	0,2	0,4	0,1	- 0,1	- 0,2	0,1
Japon	- 0,4	- 0,7	0,2	0,1	- 1,1	- 1,3	- 0,2	- 0,5
Coefficient de rentabilité ²								
Royaume-Uni	19,4	18,8	20,9	17,5	13,4	14,4	17,6	17,4
États-Unis	16,1	16,3	19,5	14,4	12,9	14,5	17,8	15,9
Benelux	13,6	12,1	13,8	21,3	15,1	13,3	16,2	15,1
Espagne	14,4	14,7	15,5	15,4	13,3	11,9	14,0	14,2
France	9,6	9,0	12,6	14,8	12,2	9,7	11,4	11,3
Suisse	2,4	9,5	18,3	16,9	8,8	1,9	16,5	10,6
Italie	0,5	8,6	13,3	12,9	10,4	5,8	9,1	8,7
Allemagne	8,2	10,8	8,1	11,9	1,9	- 1,6	- 6,2	4,7
Japon	- 12,2	- 17,6	3,4	1,2	- 28,7	- 38,2	- 6,6	- 14,1

¹ Bénéfice net global sur total de situation

² Bénéfice net global sur capitaux propres

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

2.5. Au premier semestre 2004, les résultats des grandes banques européennes ¹ ont principalement bénéficié de la baisse du coût du risque de crédit

L'embellie économique de 2003 s'est confirmée au premier semestre 2004, les perspectives de croissance en Europe se raffermissant progressivement.

Après avoir repris de manière quasiment ininterrompue depuis le printemps 2003, les marchés boursiers n'ont pas enregistré d'évolutions marquées sur la période, en liaison avec les tensions géopolitiques (terrorisme, pétrole) et les incertitudes relatives à la vigueur de la croissance mondiale (ralentissement aux États-Unis et au Japon).

¹ Cette partie est réalisée à partir des données semestrielles publiées par 26 grands groupes bancaires européens. L'échantillon n'est pas aussi complet que dans les parties qui précèdent et les données qui sont indiquées n'ont pas été retraitées (ce sont celles communiquées par les établissements).

Dans ce contexte, les grandes banques européennes ont enregistré en moyenne une croissance de 8,3 % de leur produit net bancaire, avec des évolutions contrastées dues notamment à des effets de périmètre.

La banque de détail a continué de tirer la progression de ses revenus de la demande de crédits des ménages, la production de crédits à l'habitat continuant d'augmenter à un rythme soutenu dans plusieurs pays.

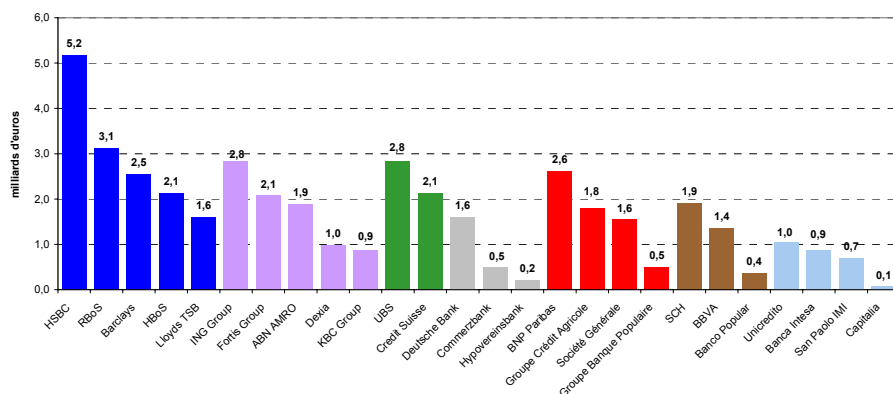
La gestion d'actifs a poursuivi la reprise engagée au second semestre de 2003. En revanche, la banque de financement et d'investissement a connu une évolution moins favorable, les revenus générés par les activités de taux n'ayant notamment pas atteint le niveau élevé du premier semestre 2003.

Pour ce qui concerne les coûts de fonctionnement, après un processus d'ajustement nécessité par la dégradation de l'environnement, notamment en banque d'investissement, une légère augmentation a été constatée. Cette évolution restant moins marquée que la progression du produit net bancaire, les coefficients nets d'exploitation se sont améliorés.

Enfin, l'amélioration de la conjoncture économique aux États-Unis et dans la plupart des pays émergents et son incidence positive sur la solidité financière des entreprises ont permis une réduction significative de la charge du risque de crédit, qui s'est établie globalement à 7 % du produit net bancaire, après 9 % un an auparavant.

Au total, la rentabilité finale des grandes banques européennes s'est encore accrue, le résultat net part du groupe global progressant de 48,5 %, à 43,3 milliards d'euros. Seuls deux groupes ont affiché une diminution de ce solde.

**Résultat net part du groupe
des principales banques européennes**



Source : Données des banques

2.5.1. Les banques britanniques et espagnoles ont bénéficié du dynamisme renforcé de l'économie

À l'exception d'un groupe, les **banques britanniques**¹ ont enregistré une hausse marquée de leur produit net bancaire (+ 14,2 %). En effet, sur le marché intérieur, l'accroissement des volumes de crédits, particulièrement des prêts hypothécaires, a permis de compenser le resserrement des marges provoqué par la remontée des taux courts à la fin de 2003. Par ailleurs, des effets de périmètre ont joué, essentiellement avec l'acquisition de filiales spécialisées de crédit à la consommation aux États-Unis. Les frais de fonctionnement se sont accrus d'environ 10 % et la charge du risque de crédit n'a augmenté globalement que de 1,6 % avec, toutefois, des disparités marquées, le groupe ayant enregistré la plus forte hausse étant le plus engagé dans le crédit à l'habitat. Au total, les principaux groupes britanniques ont affiché un résultat net part du groupe global de 14,6 milliards d'euros, en hausse de 22,8 %, soit un rendement des fonds propres annualisé légèrement supérieur à 18 %.

¹ HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays, HBOS, Lloyds TSB.

Les principales **banques espagnoles**¹ ont vu leur résultat net part du groupe augmenter de 30,2 %, à 3,6 milliards d'euros. Le produit net bancaire global s'est inscrit en hausse de 5,4 %, à 13,6 milliards d'euros, en liaison avec le maintien d'une conjoncture favorable en Espagne et en Amérique latine, même si les effets de change ont encore pénalisé les grands groupes internationaux. La banque de détail, tirée par la demande de crédits à l'habitat, demeure très rentable, en dépit d'une dégradation des marges. Pour sa part, la gestion d'actifs a connu un regain d'activité. Les coûts de fonctionnement se sont très légèrement accrus. En revanche, la charge du risque de crédit s'est réduite de 21,7 %, ne représentant plus que 10,6 % du produit net bancaire, contre 14,3 % au 1^{er} semestre 2003.

2.5.2. Les banques françaises ont continué d'améliorer leur rentabilité

Le produit net bancaire des quatre principales **banques françaises**² a augmenté de 3,6 %, soit à un rythme inférieur à celui du premier semestre 2003. La banque de détail, qui représente de 50 % à 70 % des revenus des groupes sous revue, a continué de bénéficier de la vigueur de la demande de crédits à l'habitat et de celle des activités à l'étranger, particulièrement dans le domaine des services financiers. Pour sa part, la gestion d'actifs a poursuivi le mouvement amorcé en 2003 et a affiché une progression sensible des revenus. En revanche, la banque de financement et d'investissement a subi un effet de base, le deuxième trimestre 2003 ayant atteint un niveau particulièrement élevé en matière d'activité de taux. En outre, les activités liées aux marchés d'actions ont souffert du contexte dégradé au deuxième trimestre 2004. Les activités de conseil en fusions acquisitions, qui avaient amorcé une reprise à la fin de 2003, ne se sont pas développées. Compte tenu d'une légère augmentation des frais généraux (1,4 %), le résultat brut d'exploitation s'est accru de 8 %. La charge du risque de crédit a enregistré une baisse de 31,5 %, pour atteindre 5,3 % du produit net bancaire. Elle concerne essentiellement la banque de financement et d'investissement. Finalement, le résultat d'exploitation des grandes banques françaises

¹ SCH, BBVA, Banco Popular.

² BNP-Paribas, Groupe Crédit agricole (pro forma), Société générale, Groupe Banque populaire (pro forma).

sous revue a progressé de 19,7 %, à 10,2 milliards d'euros et le résultat net part du groupe s'est affiché à 6,5 milliards, en hausse de 34,9 %.

2.5.3. Les banques suisses et celles du Benelux ont renoué avec une forte rentabilité

Au Benelux¹, le résultat net part du groupe global a affiché une hausse de 57,2 %, à 8,7 milliards d'euros. Les groupes orientés vers le modèle de bancassurance, qui avaient souffert au début de l'exercice 2003 d'importantes moins-values sur leur portefeuille d'actions, ont bénéficié de la reprise des marchés boursiers. Par ailleurs, la rentabilité des pôles bancaires s'est de nouveau améliorée. Le produit net bancaire global s'est inscrit en augmentation de 5,8 %, à 26 milliards d'euros. Si les frais de fonctionnement se sont accrus de moins de 3 %, la charge du risque a diminué de 53 %. En conséquence, le résultat d'exploitation du pôle bancaire s'est affiché en hausse de 30 %.

Du côté des **banques suisses**², le résultat net part du groupe global a plus que triplé, à 5,0 milliards d'euros. Le produit net bancaire s'est accru de 18,6 %, tiré par les bons résultats de la banque privée et de la gestion d'actifs, dans un contexte de réduction de l'exposition au risque actions, qui avait particulièrement touché un groupe. Les frais de fonctionnement ont augmenté de 6,6 %, tandis que la charge du risque de crédit, déjà très faible un an auparavant, a été quasi-inexistante. Au total, le résultat d'exploitation a atteint 7,2 milliards d'euros, en hausse de 69 %.

2.5.3. Les banques italiennes et les banques allemandes demeurent en retrait

Les **banques italiennes**³ ont affiché un résultat net global en hausse de 14,5 %, à 2,7 milliards d'euros. Si les frais de fonctionnement ont diminué de 3,2 %, le produit net bancaire a globalement stagné (- 0,5 %), à 16,3 milliards d'euros, et la charge

¹ ING, ABN AMRO, Fortis, KBC, Dexia.

² UBS, Crédit suisse.

³ Unicredito Italiano, Banca Intesa, Sanpaolo IMI, Capitalia.

du risque de crédit ne s'est que très modérément réduite (- 1,6 %). En effet, l'insuffisance de l'amélioration de l'environnement économique et les difficultés de certains grands groupes industriels, ainsi que les suites de l'affaire Parmalat, ont contraint les banques à maintenir un niveau élevé de provisionnement, supérieur à 12 % du produit net bancaire.

Pour leur part, les résultats nets des grandes **banques allemandes**¹ ont fortement augmenté (multiplication par 6, à 2,3 milliards d'euros), mais une partie non négligeable des bénéfices résulte, une nouvelle fois, de cessions d'actifs. Le produit net bancaire, toujours principalement appuyé sur la banque de financement et d'investissement, ne s'est accru que de 1,4 %, à 19,5 milliards d'euros, et les frais de fonctionnement n'ont baissé que de 1,7 %, le coefficient d'exploitation demeurant à plus de 70 %. En revanche, la reprise de la croissance économique a permis la diminution de 32,4 % de la charge du risque de crédit, qui n'atteint plus que 8 % du produit net bancaire. Au total, le résultat d'exploitation s'est inscrit en hausse de près de 49 %, à 4 milliards d'euros.

Au début de l'automne 2004, les perspectives de croissance économique accrue en Europe pour l'ensemble de l'année semblaient se confirmer. Toutefois, des incertitudes subsistaient pour les mois à venir. Les marchés financiers témoignaient de l'attentisme des opérateurs en période préélectorale aux États-Unis, des tensions géopolitiques et des interrogations sur l'évolution des taux d'intérêt. Cet environnement pourrait en particulier modérer la vigueur des marchés immobiliers dans plusieurs pays et conforter les banques dans leur stratégie de recherche de relais de croissance (services financiers, gestion d'actifs et/ou diversification géographique).

¹ Deutsche Bank, Commerzbank, Hypovereinsbank.

Méthodologie

L'annexe méthodologique précise les modes de sélection des banques et de comparaison des résultats.

Sélection des banques

L'étude sur la rentabilité des banques internationales se fonde sur l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires en 2003 de chacun des neuf pays et groupes de pays suivants : Allemagne, Benelux, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse.

Les établissements de crédit ont été classés selon le montant de leurs fonds propres de base (*Tier 1*) au sens de l'accord de Bâle sur le ratio international de solvabilité (dit « ratio Cooke »), d'après l'enquête publiée par la revue ***The Banker*** en juillet 2004. Les fonds propres de base correspondent, en moyenne, aux capitaux propres des établissements de crédit.

Ce critère est particulièrement pertinent pour traduire l'importance des banques et les comparer au niveau international. En effet, l'institution d'un ratio international de solvabilité, qui impose aux banques d'envergure internationale de maintenir un ratio fonds propres/risques pondérés d'au moins 8 % et un ratio fonds propres de base/risques pondérés d'au moins 4 %, a fait du renforcement des capitaux propres une condition essentielle de l'extension de l'activité bancaire. Par ailleurs, les fonds propres de base présentent l'avantage d'une bonne harmonisation au niveau international, ce qui justifie leur utilisation pour une étude comparative. Enfin, il sert de base au calcul de la rentabilité financière.

Une sélection selon le niveau du ratio international de solvabilité n'aurait pas été judicieuse, dans la mesure où certaines institutions financières de taille réduite présentent des ratios nettement supérieurs à ceux des grandes banques. Le critère traditionnel de la taille du bilan n'a pas non plus été retenu, car le développement des activités de hors-bilan lui donne un caractère de plus en plus partiel.

D'autres critères, comme le montant des dépôts collectés ou la taille du réseau, ont également été écartés, en raison des disparités dans la nature des activités des grandes banques, non seulement entre pays, mais également à l'intérieur d'un même pays.

Afin de permettre d'apprécier l'évolution d'un échantillon homogène, les données 2002 correspondent aux institutions financières en tête du classement en 2003 et non en 2002. Des variations de périmètre peuvent expliquer des différences entre les données 2002 de l'étude 2003 et les données 2002 de l'étude 2002 (publiée dans le Bulletin n° 29 de la Commission bancaire).

Des adaptations à cette règle sont réalisées à chaque fois qu'il se produit des opérations de concentration qui peuvent affecter significativement les taux d'évolution des soldes intermédiaires de gestion.

Les groupes bancaires retenus sont les suivants :

- **Allemagne** : Deutsche Bank, Bayerische Hypovereinsbank, Dresdner Bank, Commerzbank, Landesbank Bade-Württemberg ;
- **Benelux** : ING, Rabobank, ABN AMRO, Fortis, Dexia ;
- **Espagne** : Santander Central Hispano (SCH), Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA), La Caja de Ahorros de Barcelona (La Caixa), La Caja de Ahorros de Madrid, Banco Popular Español ;
- **États-Unis** : Citigroup, Bank of America Corporation, JP Morgan Chase & Co, Wells Fargo & Co, Bank One Corporation ;
- **France** : BNP-Paribas, Crédit agricole, Société générale, Groupe Caisse d'épargne, Groupe Banques populaires ;
- **Italie** : Banca Intesa, UniCredito Italiano, Sanpaolo-IMI, Capitalia, Banca Monte dei Paschi di Siena ;
- **Japon** : Mitsubishi Tokyo Financial Group, Sumitomo Mitsui Financial Group, Mizuho Financial Group, UFJ, Resona ;
- **Royaume-Uni** : HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays, HBOS, Lloyds TSB ;
- **Suisse** : UBS, Crédit Suisse, Zürcher Kantonalbank, Schweizer Verband des Raiffensbanken, EFG Bank European Financial Group.

Avertissement

Les comparaisons de niveaux entre pays sont délicates dans la mesure où la concentration du système bancaire varie fortement d'un pays à l'autre : ainsi, les cinq premières **banques américaines** représentent une moins grande part de l'activité totale des établissements de crédit dans ce pays que les cinq premières **banques françaises**.

Il convient donc d'analyser plutôt l'évolution des soldes que leur niveau.

La comparaison des résultats et de la rentabilité

L'étude porte sur les comptes de résultats **consolidés** des exercices 2002 et 2003, arrêtés au 31 décembre, sauf pour les **banques japonaises**, qui arrêtent leurs comptes au 31 mars ¹.

Le changement du contenu de la base de données de référence et les retraitements comptables intervenus depuis deux ans dans différents pays peuvent contribuer à expliquer que les données 2002 de l'étude 2003 s'écartent éventuellement des données 2002 de l'étude 2002 (publiée dans le Bulletin de la Commission bancaire n° 29 de novembre 2003).

La disparité des règles comptables et des modes de présentation des soldes intermédiaires de gestion d'un pays à l'autre a rendu nécessaire un retraitement des données : des catégories suffisamment proches ont été identifiées à partir des états financiers détaillés et regroupées en agrégats homogènes (produit net d'intérêt, charges d'exploitation, dotations aux provisions...).

Ces regroupements ont ensuite permis d'établir des soldes intermédiaires de gestion aussi proches que possible des catégories retenues par le Secrétariat général de la Commission bancaire ² pour ses publications : produit net bancaire, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat courant avant impôt, résultat net.

Les soldes intermédiaires de gestion sont ainsi définis.

¹ Pour les **banques japonaises**, les comptes apparaissant sous les rubriques 2002 et 2003 sont respectivement arrêtés aux 31 mars 2003 et 31 mars 2004.

² Voir Bulletin de la Commission bancaire n° 26 d'avril 2002.

Le **produit net bancaire** comprend la marge nette d'intérêt et les autres revenus d'exploitation bancaire.

Le **résultat brut d'exploitation** se déduit du produit net bancaire en retirant les charges d'exploitation, comprenant en particulier les frais de personnel.

Le **résultat d'exploitation** se déduit du résultat brut d'exploitation en retirant les dotations nettes aux provisions pour risque de crédit et les créances irrécupérables.

Le **résultat courant avant impôt** se déduit du résultat d'exploitation en retirant les plus-values nettes de cession sur immobilisations financières, corporelles ou incorporelles, ainsi que les dotations nettes aux provisions sur immobilisations financières.

Le **résultat net** prend de plus en compte principalement les éléments exceptionnels, les écarts d'acquisition et la fiscalité.

S'agissant de comptes consolidés, les données incluent la part correspondant aux intérêts minoritaires.

L'analyse de la rentabilité s'appuie également sur les ratios bénéfice net global/capitaux propres et bénéfice net global/total de l'actif.

L'efficacité de l'utilisation des fonds propres est appréciée par le ratio produit net bancaire/capitaux propres.

Cours de change

Pour faciliter la lecture des soldes et les comparaisons de niveaux, les données présentées ont été converties en euros, sur la base des cours au 31 décembre de chaque année pour les capitaux propres et le total des actifs et sur la base des cours moyens durant l'exercice pour les autres agrégats.

Naturellement, les pourcentages de variation d'une année sur l'autre ainsi que les ratios de rentabilité ont été calculés à partir des données exprimées en monnaie nationale, afin d'éviter les effets liés aux fluctuations des taux de change.

Les cours retenus sont les suivants :

	EUR 31/12/2002	EUR 31/12/2003	EUR 2002 Cours moyens	EUR 2003 Cours moyens
1 CHF.....	0,6848	0,6419	0,6818	0,6574
1 GBP	1,5501	1,4188	1,5931	1,4451
100 JPY (*).....	0,7819	0,7876	0,8289	0,7552
1 USD	0,9695	0,8140	1,0612	0,8840
(*) Pour le yen, cours au 31 mars et cours moyens sur la période 31 mars année n – 31 mars année n + 1.				

Source : Reuters – Secrétariat général de la Commission bancaire

Annexe 2